

RCS : BREST Code greffe : 2901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BREST atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1996 B 00002 Numéro SIREN : 403 220 221 Nom ou dénomination : PLOUDINER

Ce dépôt a été enregistré le 20/09/2023 sous le numéro de dépôt 5771

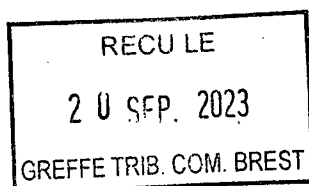
Dépôt N° 2023/5771

Le 20 SEP. 2023

R.C.S. BREST

SAS PLOUDINER

SAS au Capital de €. 140 000



Route de Verdun
Lieudit La Gare
29870 LANNILIS

ETATS FINANCIERS AU 30/11/2022



Société Anonyme d'Expertise Comptable
Inscrite aux Tableaux de l'Ordre d'Alsace et de Bourgogne Franche-Comté
Capital : 120 000 Euros
RCS : MULHOUSE B 307 111 682

MUBEX MULHOUSE

12, rue de Pologne
68170 RIXHEIM
Tél : 03 89 44 41 12

MUBEX BELFORT

16, Avenue Jean Jaurès
90000 BELFORT
Tél : 03 84 28 11 44

experts-comptables@mubex.com
www.mubex.fr

Etats financiers au 30/11/2022

BILAN

COPIE CERTIFEE CONFORME
M. Pierrick CHARPENTIER
Président

Bilan Actif

		30/11/2022			30/11/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	128 409	126 024	2 384	1 199
	Fonds commercial	4 600 000		4 600 000	4 600 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	830 995	138 225	692 770	711 400
	Constructions	6 815 287	3 591 649	3 223 638	3 676 101
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 778 644	1 349 850	428 793	358 731
	Autres immobilisations corporelles	1 663 173	1 535 369	127 804	114 880
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	268 989		268 989	232 202
	Créances rattachées à des participations	287 836		287 836	280 077
	Autres titres immobilisés	321 127		321 127	318 985
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL		16 694 459	6 741 118	9 953 341	10 293 575
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	5 218		5 218	13 703
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 954 664		1 954 664	1 792 984
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES				
	Créances clients et comptes rattachés	13 123	455	12 668	13 031
	Autres créances	210 685		210 685	200 506
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement	1 302 172		1 302 172	1 800 769
	Disponibilités	244 898		244 898	387 963
	Charges constatées d'avance	52 356		52 356	40 399
	TOTAL	3 783 117	455	3 782 663	4 249 355
	Frais d'émission d'emprunt à étaler				
	Primes de remboursement des obligations				
	Ecart de conversion actif				
TOTAL ACTIF		20 477 576	6 741 572	13 736 004	14 542 930

Bilan Passif

		30/11/2022	30/11/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel Primes d'émission, de fusion, d'apport ... Ecart de réévaluation	140 000	140 000
	RÉSERVES		
	Réserve légale	14 000	14 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	4 001 347	3 938 582
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	964 659	1 062 765
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	28 570	17 438
Total des capitaux propres		5 148 577	5 172 785
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total des autres fonds propres			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total des provisions			
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 769 530	6 488 436
	Emprunts et dettes financières divers	268 897	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 347 266	1 603 139
	Dettes fiscales et sociales	1 075 338	1 097 153
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 840	6 852
	Autres dettes	122 555	174 565
	Produits constatés d'avance (1)		
Total des dettes		8 587 427	9 370 145
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		13 736 004	14 542 930
Total du bilan en centimes		13 736 004,11	14 542 929,88
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 545 624	3 602 264
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Etats financiers au 30/11/2022

COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat 1/2

		30/11/2022		30/11/2021	
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	32 344 029		32 344 029	29 734 927
	Production vendue (Biens)	26 275		26 275	19 246
	Production vendue (Services et Travaux)	491 938		491 938	415 080
	Montant net du chiffre d'affaires	32 862 242		32 862 242	30 169 254
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			8 732	10 211
	Autres produits			5 521	28 495
Total des produits d'exploitation (1)				32 876 494	30 207 960
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			26 764 985	23 978 952
	Variation de stock			(152 949)	(93 281)
	Achats de matières et autres approvisionnements			34 070	6 388
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 648 728	1 621 454
	Impôts, taxes et versements assimilés			240 102	224 179
	Salaires et traitements			1 711 503	1 627 325
	Charges sociales du personnel			470 454	462 868
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			624 709	617 727
	- charges d'exploitation à répartir				
Dotations aux dépréciations :					
- sur immobilisations					
- sur actif circulant			455	8 732	
Dotations aux provisions					
Autres charges				1 845	442
Total des charges d'exploitation (2)				31 343 902	28 454 786
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 532 591	1 753 174

Compte de Résultat

2/2

		30/11/2022	30/11/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 532 591	1 753 174
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée		
	Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	23 973	43 469
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 814	1 702
Total des produits financiers		26 787	45 172
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	67 221	75 778
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		67 221	75 778
RESULTAT FINANCIER		(40 434)	(30 606)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 492 157	1 722 568
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	4 373	1 617
	Sur opérations en capital	43 244	29 560
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	47 617	31 177
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	21	
	Sur opérations en capital	450	30 034
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 133	11 442
	Total des charges exceptionnelles	11 603	41 475
RESULTAT EXCEPTIONNEL		36 014	(10 298)
PARTICIPATION DES SALAIRES		177 971	180 331
IMPOTS SUR LES BENEFICES		385 541	469 174
TOTAL DES PRODUITS		32 950 898	30 284 309
TOTAL DES CHARGES		31 986 239	29 221 544
RESULTAT DE L'EXERCICE		964 659	1 062 765
Résultat de l'exercice en centimes		964 659,33	1 062 764,78
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		1 040	1 617
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		4 244	3 044

Etats financiers au 30/11/2022

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2021 (PCG 2021). Le PCG 2021 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle. Ils sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- . Terrains et aménagements : 10 ans ;
- . Constructions et agencements : entre 10 et 23 ans ;
- . Installations techniques : entre 8 et 10 ans ;
- . Matériels et outillages industriels : entre 5 et 7 ans ;

Règles et Méthodes Comptables

- . Installations générales, agencements et aménagements divers : entre 5 et 8 ans ;
- . Matériels de transport : entre 3 et 5 ans ;
- . Matériels de bureau et informatique : entre 3 et 5 ans ;
- . Mobilier : 8 ans.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

Pour rappel :

Le mali technique inscrit à l'actif de la société s'élève à 6 895 460€. Il est issue de la fusion absorption de la S.A.R.L. ABERS DISTRIBUTION au 1er décembre 2017. Il est réparti de la manière suivante :

. Mali de fusion affecté aux actifs incorporels sous-jacents : 4 600 000 € (#207000 : Fonds commercial)

. Mali de fusion affecté aux actifs corporels sous-jacents : 2 295 459 € réparti de la manière suivante : 2 004 802 € (#213100 : Constructions) et 290 657 € (#211100 : Terrains).

Il a été appliqué un amortissement sur le mali technique attaché à l'actif corporel, pour la partie amortissable, sur la durée restante à amortir.

Dotation de l'exercice : 167 067€.

Valeur nette du mali technique affecté aux actifs corporels sous-jacent à la clôture : 1 460 125 €.

Pour le mali technique attaché à l'actif incorporel, la durée d'utilisation est non limitée et a fait l'objet d'un test de dépréciation au 30 Novembre 2019 selon les modalités décrites à l'article 214-15 du règlement ANC 2015-06. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur comptable. Ces test n'ont pas révélés de perte de valeur.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de toutes ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur..

METHODE D'EVALUATION DES CREANCES ET DES DETTES

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations financières** :

-> Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées.

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord (particulier ou non) n'a été signé par l'entreprise.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

En prenant pour hypothèse que la probabilité pour le salarié de partir en retraite par un départ volontaire est de 100%, ces engagements sont évalués à 77 840 Euros.

Cette méthode d'évaluation est celle conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n°2003-R.01 fondée sur IAS 19 version de Mai 2002 (Méthode 1 de la recommandation de l'ANC n°2013-02 du 07 Novembre 2013).

En cas d'application de la méthode 2, la méthode d'évaluation retenue est en tout point conforme à la norme IAS 19 révisée publiée en Juin 2011 (Méthode 2 de la recommandation de l'ANC n°2013-02 du 07 Novembre 2013) et les engagements sont évalués à 43 220 Euros.

Il n'existe pas d'engagements au profit des seuls dirigeants.

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'aucune provision comptable.

La société PLOUDINER a souscrit un contrat IFC pour couvrir les dépenses relatives au départ en retraite de ses salariés.

La situation du fonds bloqué au 30 Novembre 2022 s'élève à 19 142 Euros.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 9 290 Euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 9 290 Euros).

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 30/11/2022 ont été provisionnés à hauteur de 9 290 Euros.

INTEGRATION FISCALE

Une convention d'intégration fiscale, prenant effet le 1er Décembre 2017, a été conclue

Autres informations de l'annexe

entre la SAS PLOUDINER et la SAS PCTG (société mère tête de groupe).

La SAS PCTG est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COVID-19 et inflation

Aucun lien n'a pu être établi entre la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les comptes de l'exercice clos le 30/11/2022 en terme d'impact significatif.

En revanche, les comptes de l'exercice ont été impactés par les fortes tensions inflationnistes de la manière suivante :

- . Hausse du chiffre d'affaires ;
- . Diminution des taux de marges commerciales ;
- . Hausse des frais de personnel aux postes "salaires et charges sociales" du compte de résultat ;
- . Hausse des coûts de l'énergie au poste "charges externes" du compte de résultat ;
- . Hausse des coûts de financement au poste "charges financières" du compte de résultat.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'activité et les résultats du nouvel exercice sont susceptibles d'être impactés :

- . par une dégradation potentielle de la situation sanitaire liée à la COVID-19 ;
- . par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ;
- . par la fortes tensions inflationnistes, accentuées par le contexte international et géopolitique de 2022.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

Emprunt ARKEA de 3 400 000 €(débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.

(compte 16400400)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 039 052 €**

Garanties : (prise sous seing privé) promesse de nantissement de fonds de commerce.

A la sûreté et garantie du complet remboursement en principal, intérêts, frais, indemnités et accessoires du crédit n°DD10734980, la Société PLOUDINER s'engage irrévocablement à consentir au profit du prêteur, un nantissement de premier rang, pari passu avec la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST, sur le fonds de commerce de supermarché sis à LANNILIS (29870) au lieudit La Gare, appartenant actuellement à la Société ABERS DISTRIBUTION, immatriculée au RCS de BREST sous le numéro 328 077 805.

Il est précisé que ledit nantissement de fonds de commerce sera régularisé par ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (RCS BREST 378 398 911), pour compte commun et à égalité de rang entre ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS et la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST (RCS RENNES 549 200 400) au plus tard dans les 3 mois de l'absorption de la société ABERS DISTRIBUTION par la société PLOUDINER qui s'effectuera dans un délai court de quelques mois, le temps d'établir les comptes clos au 30 Novembre 2017 et d'effectuer les formalités juridiques nécessaires.

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 3 400 000 €(débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.

(compte 16400500)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 038 122 €**

Garanties : engagement de nantissement du fonds de commerce rang 1 pari passu avec autre banque (car fusion absorption prévue entre ABERS DISTRIBUTION et PLOUDINER après cession).

Engagements hors bilan

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 350 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 8 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.25%.
(compte 16400800)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **254 775 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 350 000 Euros.

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 1 650 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 15 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.88%.
(compte 16400900)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **1 435 932 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 1 650 000 Euros.

GARANTIES DONNEES

Caution solidaire au bénéfice de la SAS GUILERS DISTRIBUTION

En garantie du remboursement d'un emprunt de 1 000 000 Euros auprès de la banque EDEL (remboursable sur 5 ans, date de fin 01/10/2024).

Cet emprunt s'amortit sur 5 ans de la manière suivante :

- . 100 000 Euros la première année ;
- . 100 000 Euros la deuxième année ;
- . 100 000 Euros la troisième année ;
- . 100 000 Euros la quatrième année ;
- . 600 000 Euros la cinquième année.

La caution consentie par la SAS PLOUDINER est limité à la somme de 133 360 Euros sur le montant global du financement de 1 000 000 Euros en principal, à majorer de tous intérêts, commissions, frais et accessoires sur le financement.

Capital social

	30/11/2022	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice	140 000,00	1,0000	140 000,00
	Emises pendant l'exercice			
	Remboursées pendant l'exercice			
	Du capital social fin d'exercice	140 000,00	1,0000	140 000,00

Effectif moyen

		30/11/2022	Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures		1	
	Professions intermédiaires		5	
	Employés		55	
	Ouvriers			
	TOTAL		61	

Filiales et participations

30/11/2022

A. Renseignements détaillés

1. Filiales (Plus de 50 %)

2. Participations (10 à 50 %)

1. Filiales (Plus de 50 %)

2. Participations (10 à 50 %)

Capital

Capitaux propres

Quote part du capital
détenue
(en pourcentage)

Valeur comptable des titres détenus

Brute

Nette

Prêts et avances
consentisMontant des
cautions et avals
donnés

Chiffre d'affaires

Résultat du dernier
exercice closDividendes
encaissés

B. Renseignements globaux

Capital

Capitaux propres

Quote part détenue en pourcentage

Valeur comptable des titres détenus - Brute

Valeur comptable des titres détenus - Nette

Prêts et avances consentis

Montant des cautions et avals

Chiffre d'affaires

Résultat du dernier exercice clos

Dividendes encaissés

Filiales non reprises en A

françaises

étrangères

Participations non reprises en A

françaises

étrangères

Etats financiers au 30/11/2022

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/11/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	4 737 218		2 900		11 709	4 728 409
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 737 218		2 900		11 709	4 728 409
CORPORELLES	Terrains	830 995					830 995
	Constructions sur sol propre	5 040 360					5 040 360
	sur sol d'autrui	386 539					386 539
	instal. agencement aménagement	1 372 708		17 433		1 753	1 388 389
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 613 960		164 684			1 778 644
	Instal., agencement, aménagement divers	1 329 677					1 329 677
	Matériel de transport	93 733		40 200			133 933
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	202 852		12 715		16 004	199 563
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		10 870 823		235 032		17 757	11 088 099
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	512 279		54 001		9 455	556 825
	Autres titres immobilisés	318 985		2 142			321 127
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	831 264		56 143		9 455	877 952
TOTAL		16 439 305		294 075		38 921	16 694 459

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/11/2022
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	136 019	1 715	11 709	126 024
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	136 019	1 715	11 709	126 024
CORPORELLES				
Terrains	119 595	18 630		138 225
Constructions sur sol propre	2 685 844	311 869		2 997 713
sur sol d'autrui	205 748	32 212		237 960
instal. agencement aménagement	231 914	125 670	1 608	355 976
Instal technique, matériel outillage industriels	1 255 228	94 622		1 349 850
Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 309 113	6 836		1 315 949
Matériel de transport	7 355	27 441		34 796
Matériel de bureau, mobilier	194 913	5 715	16 004	184 624
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 009 711	622 994	17 612	6 615 094
TOTAL	6 145 730	624 709	29 321	6 741 118

	Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires						
	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agencet aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/11/2022
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix	17 438	11 133		28 570
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	17 438	11 133		28 570
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	8 732		8 732	
	Sur comptes clients		455		455
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	8 732	455	8 732	455
TOTAL GENERAL		26 169	11 587	8 732	29 025
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			455 11 133	8 732	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/11/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	287 836	287 836	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	151	151	
	Autres créances clients	12 972	12 972	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	206	206	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 333	8 333	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	202 146	202 146	
	Charges constatées d'avances	52 356	52 356	
TOTAL DES CREANCES		564 000	564 000	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/11/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	5 769 530	727 727	2 979 724	2 062 080
	Emprunts et dettes financières divers	268 897	268 897		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 347 266	1 347 266		
	Personnel et comptes rattachés	674 594	674 594		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	257 455	257 455		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	47 060	47 060		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	96 228	96 228		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 840	3 840		
	Groupe et associés	29 997	29 997		
	Autres dettes	92 559	92 559		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		8 587 427	3 545 624	2 979 724	2 062 080
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		718 906			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		30			

Charges à payer

30/11/2022

Total des Charges à payer		919 009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 649
16884000 Int.cour.s/emprunt établ.crédi	1 649	
Emprunts et dettes financières divers		4 244
17180000 INT S/DETTES RATTACH PCTG	4 244	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		103 980
40810000 Fnp Fournisseurs Rayons	46 238	
40820000 Fnp Fournisseurs frais généra	57 742	
Dettes fiscales et sociales		793 558
42820000 Dettes prov pour CP nouvelle p	77 779	
42830000 Dettes provisionnées 13ème moi	65 913	
42840000 Dettes prov.nées part. salarié	177 971	
42864000 Prime bilan au pers.à payer	178 500	
43821000 Charges soc. congés payés nouv	22 066	
43860000 Charges sociales à payer	29 368	
43860100 Charges soc à payer sur primes	75 400	
43860200 Charges soc à payer 13 ème moi	18 695	
43860300 Ch. Soc à payer forfait social	35 594	
43863000 Ch. soc à payer comité entreprise	4 585	
43864500 Charges sociales à payer cons	6 877	
43864600 Charges sociales à payer cons	6 395	
44860000 Etat-charges O payer	66	
44862100 Etat charges à payer CFE	5 136	
44862600 Etat à payer sur véh société	2 777	
44863000 Etat charges à payer taxe publ	1 842	
44865000 charges à payer cont soc solid	20 186	
44865100 Etat charges à payer TASCOM	61 890	
44869500 Etat CAP Cotisation Agefiph	2 519	
Autres dettes		15 578
46861100 C.A.P. Eau	4 388	
46861200 C.A.P. Honoraires	9 290	
46861500 C.A.P. Déplact non personnel	1 900	

Produits à recevoir

30/11/2022

Total des Produits à recevoir		73 927
Créances rattachées à des participations		1 810
26781000 Int.cour.cr.ratt.part.(groupe)	1 810	
Autres créances clients		693
41810000 Clients - Factures à établir	693	
AUTRES CRÉANCES		71 424
40981000 Avoirs sur achats à recevoir	10 880	
40982000 Avoirs sur fgx à recevoir	1 963	
40985600 Rist. à recevoir Centrale	40 468	
43870000 Organismes sociaux - P.A.R.	5 712	
43879100 Org.Soc.indemnités à recevoir	2 621	
46870100 P.A.R. - Remboursement assurance à recevoir	7 608	
50880200 Int courus	2 172	

Produits constatés d'avance

30/11/2022

Produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance

30/11/2022

Charges constatées d'avances		52 356
Charges constatées d'avance - Exploitation		52 356
48611200	CCA Location mat autres	8 440
48615000	C.C.A maintenance matériel	5 394
48615400	C.C.A maintenance mat.antivol	1 654
48615500	C.C.A. maintenance logiciels	4 098
48615700	CCA formations	147
48620000	C.C.A. prime assurance	2 645
48620500	CCA - Dommages ouvrages	9 118
48630000	C.C.A. Publicités	12 314
48635000	CCA abonnements téléphone	64
48635100	C.C.A. Cotisations Galec/Acdle	793
48635200	CCA - COTISATION SITE MARCHAND	1 992
48645500	C.C.A. taxe foncière	1 985
48662200	C.C.A. CVAE	3 713

Produits et Charges exceptionnels

30/11/2022

Total des produits exceptionnels		47 617
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		4 373
Autres produits excep op. gest	3 333	
Produits exception exercices a	1 040	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		43 244
Prod sur cessions d'immob fina	43 244	
Total des charges exceptionnelles		11 603
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		21
autres charges except opé gest	21	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		450
VNC des immos corporelles	145	
valeurs comptables immos finan	305	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		11 133
dot provisions règlementées st	11 133	
Résultat exceptionnel		36 014

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

30/11/2022	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT	1 492 157	423 785	1 068 372
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)	(141 957)	(38 244)	(103 713)
RESULTAT COMPTABLE	1 350 200	385 541	964 659

(1) après retraitements fiscaux.

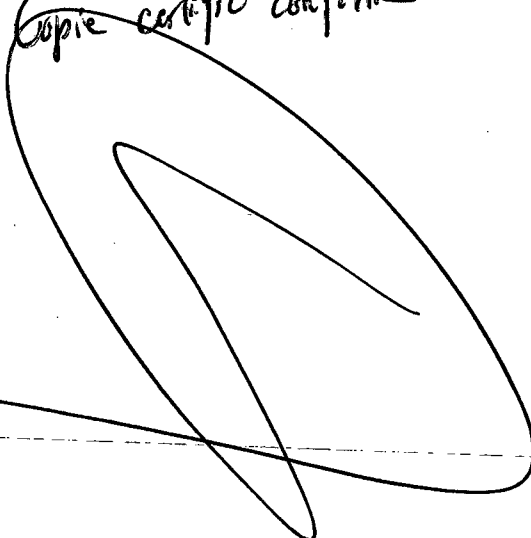


KPMG SA
9 Rue du Président Sadate
29556 Quimper Cedex 9

S.A.S. PLOUDINER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Copie certifiée conforme



Exercice clos le 30 novembre 2022
S.A.S. PLOUDINER
La Gare - Route de Lesneven - 29870 LANNILIS

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
9 Rue du Président Sadate
29556 Quimper Cedex 9

S.A.S. PLOUDINER

La Gare - Route de Lesneven - 29870 LANNILIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 novembre 2022

À l'Assemblée générale de la société S.A.S. PLOUDINER,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société S.A.S. PLOUDINER relatifs à l'exercice clos le 30 novembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er décembre 2021 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

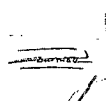


Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Quimper, le 23 mai 2023

KPMG SA

 Signature
numérique de
Thomas Roimier
Date : 2023.05.23
18:45:32 +02'00'

Thomas ROIMIER

Associé

S.A.S. PLOUDINER

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
Exercice clos le 30 novembre 2022

Bilan Actif

		30/11/2022			30/11/2021
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Capital souscrit non appelé					
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de développement				
	Concessions brevets droits similaires	128 409	126 024	2 384	1 199
	Fonds commercial	4 600 000		4 600 000	4 600 000
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	830 995	138 225	692 770	711 400
	Constructions	6 815 287	3 591 649	3 223 638	3 676 101
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	1 778 644	1 349 850	428 793	358 731
	Autres immobilisations corporelles	1 663 173	1 535 369	127 804	114 880
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	268 989		268 989	232 202
	Créances rattachées à des participations	287 836		287 836	280 077
	Autres titres immobilisés	321 127		321 127	318 985
	Prêts				
	Autres immobilisations financières				
TOTAL		16 694 459	6 741 118	9 953 341	10 293 575
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements	5 218		5 218	13 703
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises	1 954 664		1 954 664	1 792 984
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES				
	Créances clients et comptes rattachés	13 123	455	12 668	13 031
	Autres créances	210 685		210 685	200 506
	Capital souscrit appelé, non versé				
COMPTES DE REGULARISATION	Valeurs mobilières de placement	1 302 172		1 302 172	1 800 769
	Disponibilités	244 898		244 898	387 963
	Charges constatées d'avance	52 356		52 356	40 399
	TOTAL	3 783 117	455	3 782 663	4 249 355
	Frais d'émission d'emprunt à étaler				
	Primes de remboursement des obligations				
	Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF		20 477 576	6 741 572	13 736 004	14 542 930

Bilan Passif

		30/11/2022	30/11/2021
Capitaux Propres	Capital social ou individuel	140 000	140 000
	Primes d'émission, de fusion, d'apport ...		
	Ecart de réévaluation		
	RESERVES		
	Réserve légale	14 000	14 000
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves réglementées		
	Autres réserves	4 001 347	3 938 582
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	964 659	1 062 765
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées	28 570	17 438
	Total des capitaux propres	5 148 577	5 172 785
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	5 769 530	6 488 436
	Emprunts et dettes financières divers	268 897	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 347 266	1 603 139
	Dettes fiscales et sociales	1 075 338	1 097 153
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 840	6 852
	Autres dettes	122 555	174 565
	Produits constatés d'avance (1)		
	Total des dettes	8 587 427	9 370 145
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	13 736 004	14 542 930
Total du bilan en centimes		13 736 004,11	14 542 929,88
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an		3 545 624	3 602 264
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

				30/11/2022	30/11/2021
		France	Exportation	12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises	32 344 029		32 344 029	29 734 927
	Production vendue (Biens)	26 275		26 275	19 246
	Production vendue (Services et Travaux)	491 938		491 938	415 080
	Montant net du chiffre d'affaires	32 862 242		32 862 242	30 169 254
	Production stockée				
	Production immobilisée				
	Subventions d'exploitation				
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges			8 732	10 211
	Autres produits			5 521	28 495
	Total des produits d'exploitation (1)			32 876 494	30 207 960
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises			26 764 985	23 978 952
	Variation de stock			(152 949)	(93 281)
	Achats de matières et autres approvisionnements			34 070	6 388
	Variation de stock				
	Autres achats et charges externes			1 648 728	1 621 454
	Impôts, taxes et versements assimilés			240 102	224 179
	Salaires et traitements			1 711 503	1 627 325
	Charges sociales du personnel			470 454	462 868
	Cotisations personnelles de l'exploitant				
	Dotations aux amortissements :				
	- sur immobilisations			624 709	617 727
	- charges d'exploitation à répartir				
	Dotations aux dépréciations :				
	- sur immobilisations			455	8 732
	- sur actif circulant				
	Dotations aux provisions				
	Autres charges			1 845	442
	Total des charges d'exploitation (2)			31 343 902	28 454 786
RESULTAT D'EXPLOITATION				1 532 591	1 753 174

Compte de Résultat 2/2

		30/11/2022	30/11/2021
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 532 591	1 753 174
Opéra. comm.	Bénéfice attribué ou perte transférée Perte supportée ou bénéfice transféré		
PRODUITS FINANCIERS	De participations (3)	23 973	43 469
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé (3)		
	Autres intérêts et produits assimilés (3)		
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	2 814	1 702
Total des produits financiers		26 787	45 172
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées (4)	67 221	75 778
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		67 221	75 778
RESULTAT FINANCIER		(40 434)	(30 606)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		1 492 157	1 722 568
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	4 373	1 617
	Sur opérations en capital	43 244	29 560
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	47 617	31 177
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	21	
	Sur opérations en capital	450	30 034
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	11 133	11 442
	Total des charges exceptionnelles	11 603	41 475
RESULTAT EXCEPTIONNEL		36 014	(10 298)
- PARTICIPATION DES SALAIRES		177 971	180 331
IMPOTS SUR LES BENEFICES		385 541	469 174
TOTAL DES PRODUITS		32 950 898	30 284 309
TOTAL DES CHARGES		31 986 239	29 221 544
RESULTAT DE L'EXERCICE		964 659	1 062 765
Résultat de l'exercice en centimes		964 659,33	1 062 764,78
(1) dont produits afférents à des exercices antérieurs		1 040	1 617
(2) dont charges afférentes à des exercices antérieurs			
(3) dont produits concernant les entreprises liées			
(4) dont intérêts concernant les entreprises liées		4 244	3 044

Etats financiers au 30/11/2022

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, dans le respect du principe de prudence et des hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du Code de Commerce et du Plan Comptable Général 2021 (PCG 2021). Le PCG 2021 correspond au règlement ANC n° 2014-03 du 05 juin 2014 modifié des règlements publiés depuis cette date.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Principales méthodes utilisées - Changements de méthode

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les logiciels figurant à l'actif font l'objet d'un amortissement linéaire sur 12 mois.

Aucune provision pour dépréciation n'a été constatée au cours de l'exercice pour ce poste.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Aucun changement notable de méthode ni changement d'estimation n'est intervenu au cours de l'exercice en ce qui concerne ce poste.

Méthode de traitement des immobilisations :

Les immobilisations corporelles sont évaluées soit :

- à leur coût d'acquisition : prix d'achat et frais directement attribuables engagés pour la mise en état de fonctionnement de l'immobilisation, incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après ;
- à leur coût de production.

Les amortissements pratiqués sont calculés sur la durée d'utilisation propre à l'entreprise et à chaque immobilisation corporelle.

Ils sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- . Terrains et aménagements : 10 ans ;
- . Constructions et agencements : entre 10 et 23 ans ;
- . Installations techniques : entre 8 et 10 ans ;
- . Matériels et outillages industriels : entre 5 et 7 ans ;

Règles et Méthodes Comptables

- . Installations générales, agencements et aménagements divers : entre 5 et 8 ans ;
- . Matériels de transport : entre 3 et 5 ans ;
- . Matériels de bureau et informatique : entre 3 et 5 ans ;
- . Mobilier : 8 ans.

La base amortissable ne tient compte d'aucune valeur résiduelle, du fait de la nature des immobilisations.

Enfin, les immobilisations corporelles n'ont fait l'objet d'aucune dépréciation au cours de l'exercice.

Pour rappel :

Le mali technique inscrit à l'actif de la société s'élève à 6 895 460€. Il est issu de la fusion absorption de la S.A.R.L. ABERS DISTRIBUTION au 1er décembre 2017. Il est réparti de la manière suivante :

. Mali de fusion affecté aux actifs incorporels sous-jacents : 4 600 000 € (#207000 : Fonds commercial)

. Mali de fusion affecté aux actifs corporels sous-jacents : 2 295 459 € réparti de la manière suivante : 2 004 802 € (#213100 : Constructions) et 290 657 € (#211100 : Terrains).

Il a été appliqué un amortissement sur le mali technique attaché à l'actif corporel, pour la partie amortissable, sur la durée restante à amortir.

Dotation de l'exercice : 167 067€.

Valeur nette du mali technique affecté aux actifs corporels sous-jacent à la clôture : 1 460 125 €.

Pour le mali technique attaché à l'actif incorporel, la durée d'utilisation est non limitée et a fait l'objet d'un test de dépréciation au 30 Novembre 2019 selon les modalités décrites à l'article 214-15 du règlement ANC 2015-06. Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle de l'actif est inférieure à la valeur comptable. Ces tests n'ont pas révélés de perte de valeur.

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'achat incluant ou non certains frais accessoires d'acquisition des immobilisations selon l'option retenue ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'achat net de toutes ristournes au jour de l'inventaire éventuellement ramené au cours du jour si celui-ci est inférieur.

METHODE D'EVALUATION DES CREANCES ET DES DETTES

Les créances et les dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRECISIONS SUR CERTAINES OPTIONS DE COMPTABILISATION

Frais accessoires d'acquisition des immobilisations (droits de mutation, honoraires d'acquisition ou commissions et frais d'actes) :

- **Immobilisations incorporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations corporelles** : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

- **Immobilisations financières** :

-> Titres de participations : La société n'a pas opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses sont donc incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées ;

-> Autres titres : La société a opté pour la comptabilisation de ces frais en charges ; ces dépenses ne sont donc pas incorporées dans le coût d'entrée des immobilisations concernées.

Coût des emprunts : la société n'a pas opté pour l'incorporation de ces dépenses dans le coût de production des immobilisations ou des stocks ; ces dépenses sont donc comptabilisées en charges.

Composants de 2^{ème} catégorie : la société n'a pas opté pour l'identification de cette catégorie de composants (gros entretien et grandes révisions inscrits dans un programme pluriannuel) ; le cas échéant une provision pour grandes révisions a été constituée.

Autres informations de l'annexe

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

La société dépend de la convention collective N°3305 des activités de « Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire », qui prévoit le droit pour les salariés à des indemnités de fin de carrière et en définit les modalités d'application.

Aucun autre accord (particulier ou non) n'a été signé par l'entreprise.

Les engagements actualisés relatifs aux avantages à long terme accordés aux salariés comprennent les indemnités de départ volontaire, ainsi que les indemnités de mise à la retraite estimés en tenant compte d'une probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

En prenant pour hypothèse que la probabilité pour le salarié de partir en retraite par un départ volontaire est de 100%, ces engagements sont évalués à 77 840 Euros.

Cette méthode d'évaluation est celle conforme aux dispositions de l'ancienne recommandation CNC n°2003-R.01 fondée sur IAS 19 version de Mai 2002 (Méthode 1 de la recommandation de l'ANC n°2013-02 du 07 Novembre 2013).

En cas d'application de la méthode 2, la méthode d'évaluation retenue est en tout point conforme à la norme IAS 19 révisée publiée en Juin 2011 (Méthode 2 de la recommandation de l'ANC n°2013-02 du 07 Novembre 2013) et les engagements sont évalués à 43 220 Euros.

Il n'existe pas d'engagements au profit des seuls dirigeants.

Les engagements de retraite ne font pas l'objet d'aucune provision comptable.

La société PLOUDINER a souscrit un contrat IFC pour couvrir les dépenses relatives au départ en retraite de ses salariés.

La situation du fonds bloqué au 30 Novembre 2022 s'élève à 19 142 Euros.

HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant des honoraires facturés par les commissaires aux comptes sur l'exercice se monte à 9 290 Euros HT et se rapporte à l'audit légal des comptes de l'exercice précédent (ces honoraires avaient été provisionnés en N-1 à hauteur de 9 290 Euros).

Les honoraires relatifs à la mission d'audit légal des comptes de l'exercice clos au 30/11/2022 ont été provisionnés à hauteur de 9 290 Euros.

INTEGRATION FISCALE

Une convention d'intégration fiscale, prenant effet le 1er Décembre 2017, a été conclue

Autres informations de l'annexe

entre la SAS PLOUDINER et la SAS PCTG (société mère tête de groupe).

La SAS PCTG est donc redevable de l'impôt sur les sociétés dû au titre des résultats de l'ensemble du groupe (article 223 A du CGI).

La convention d'intégration fiscale est basée sur la méthode de neutralité concernant le calcul de l'impôt sur les sociétés.

AUTRES ELEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

COVID-19 et inflation

Aucun lien n'a pu être établi entre la crise sanitaire liée à la COVID-19 et les comptes de l'exercice clos le 30/11/2022 en terme d'impact significatif.

En revanche, les comptes de l'exercice ont été impactés par les fortes tensions inflationnistes de la manière suivante :

- . Hausse du chiffre d'affaires ;
- . Diminution des taux de marges commerciales ;
- . Hausse des frais de personnel aux postes "salaires et charges sociales" du compte de résultat ;
- . Hausse des coûts de l'énergie au poste "charges externes" du compte de résultat ;
- . Hausse des coûts de financement au poste "charges financières" du compte de résultat.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

L'activité et les résultats du nouvel exercice sont susceptibles d'être impactés :

- . par une dégradation potentielle de la situation sanitaire liée à la COVID-19 ;
- . par la hausse des prix des matières premières et de l'énergie ;
- . par la fortes tensions inflationnistes, accentuées par le contexte international et géopolitique de 2022.

Engagements hors bilan

DETTES ASSORTIES DE GARANTIES

Emprunt ARKEA de 3 400 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.
(compte 16400400)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 039 052 €**

Garanties : (prise sous seing privé) promesse de nantissement de fonds de commerce. A la sûreté et garantie du complet remboursement en principal, intérêts, frais, indemnités et accessoires du crédit n°DD10734980, la Société PLOUDINER s'engage irrévocablement à consentir au profit du prêteur, un nantissement de premier rang, pari passu avec la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST, sur le fonds de commerce de supermarché sis à LANNILIS (29870) au lieudit La Gare, appartenant actuellement à la Société ABERS DISTRIBUTION, immatriculée au RCS de BREST sous le numéro 328 077 805.

Il est précisé que ledit nantissement de fonds de commerce sera régularisé par ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS (RCS BREST 378 398 911), pour compte commun et à égalité de rang entre ARKEA BANQUE ENTREPRISES ET INSTITUTIONNELS et la BANQUE POPULAIRE DE L'OUEST (RCS RENNES 549 200 400) au plus tard dans les 3 mois de l'absorption de la société ABERS DISTRIBUTION par la société PLOUDINER qui s'effectuera dans un délai court de quelques mois, le temps d'établir les comptes clôs au 30 Novembre 2017 et d'effectuer les formalités juridiques nécessaires.

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 3 400 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 12 ans à compter du 30 Novembre 2017.
(compte 16400500)

Objet : Acquisition des parts de la SARL ABERS DISTRIBUTION

Capital restant dû à la clôture : **2 038 122 €**

Garanties : engagement de nantissement du fonds de commerce rang 1 pari passu avec autre banque (car fusion absorption prévue entre ABERS DISTRIBUTION et PLOUDINER après cession).

Engagements hors bilan

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 350 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 8 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.25%.
(compte 16400800)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **254 775 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 350 000 Euros.

Emprunt BANQUE POPULAIRE de 1 650 000 € (débloqué en totalité) sur une durée de 15 ans à compter du 21 Décembre 2019 au taux fixe de 0.88%.
(compte 16400900)

Objet : Acquisition d'équipements

Capital restant dû à la clôture : **1 435 932 €**

Garanties : Nantissement du fonds de commerce en rang 1 à hauteur de 1 650 000 Euros.

GARANTIES DONNEES

Caution solidaire au bénéfice de la SAS GUILERS DISTRIBUTION

En garantie du remboursement d'un emprunt de 1 000 000 Euros auprès de la banque EDEL (remboursable sur 5 ans, date de fin 01/10/2024).

Cet emprunt s'amortit sur 5 ans de la manière suivante :

- . 100 000 Euros la première année ;
- . 100 000 Euros la deuxième année ;
- . 100 000 Euros la troisième année ;
- . 100 000 Euros la quatrième année ;
- . 600 000 Euros la cinquième année.

La caution consentie par la SAS PLOUDINER est limité à la somme de 133 360 Euros sur le montant global du financement de 1 000 000 Euros en principal, à majorer de tous intérêts, commissions, frais et accessoires sur le financement.

Capital social

		30/11/2022	Nombre	Val. Nominale	Montant
ACTIONS / PARTS SOCIALES	Du capital social début exercice		140 000,00	1,0000	140 000,00
	Emises pendant l'exercice				
	Remboursées pendant l'exercice				
	Du capital social fin d'exercice		140 000,00	1,0000	140 000,00

Effectif moyen

30/11/2022		Interne	Externe
EFFECTIF MOYEN PAR CATEGORIE	Cadres & professions intellectuelles supérieures	1	
	Professions intermédiaires	5	
	Employés	55	
	Ouvriers		
	TOTAL	61	

Filiales et participations

30/11/2022

	Capital	Capitaux propres	Quote part du capital détenue (en pourcentage)	Valeur comptable des titres détenus	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés					
1. Filiales (Plus de 50 %)					
2. Participations (10 à 50 %)					
1. Filiales (Plus de 50 %)	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avais donnés	Chiffre d'affaires	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés
2. Participations (10 à 50 %)					
B. Renseignements globaux	Filiales non reprises en A		Participations non reprises en A		
	françaises	étrangères	françaises	étrangères	
Capital					
Capitaux propres					
Quote part détenue en pourcentage					
Valeur comptable des titres détenus - Brute					
Valeur comptable des titres détenus - Nette					
Prêts et avances consentis					
Montant des cautions et avais					
Chiffre d'affaires					
Résultat du dernier exercice clos					
Dividendes encaissés					

Etats financiers au 30/11/2022

INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 30/11/2022
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	4 737 218		2 900		11 709	4 728 409
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 737 218		2 900		11 709	4 728 409
CORPORELLES	Terrains	830 995					830 995
	Constructions sur sol propre	5 040 360					5 040 360
	sur sol d'autrui	386 539					386 539
	instal. agencé aménagement	1 372 708		17 433		1 753	1 388 389
	Instal technique, matériel outillage industriels	1 613 960		164 684			1 778 644
	Instal., agencement, aménagement divers	1 329 677					1 329 677
	Matériel de transport	93 733		40 200			133 933
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	202 852		12 715		16 004	199 563
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	10 870 823		235 032		17 757	11 088 099	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	512 279		54 001		9 455	556 825
	Autres titres immobilisés	318 985		2 142			321 127
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	831 264		56 143		9 455	877 952
TOTAL		16 439 305		294 075		38 921	16 694 459

Amortissements

	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 30/11/2022
		Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	136 019	1 715	11 709	126 024
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	136 019	1 715	11 709	126 024
CORPORELLES				
Terrains	119 595	18 630		138 225
Constructions sur sol propre	2 685 844	311 869		2 997 713
sur sol d'autrui	205 748	32 212		237 960
instal. agencement aménagement	231 914	125 670	1 608	355 976
Instal technique, matériel outillage industriels	1 255 228	94 622		1 349 850
Autres Instal., agencement, aménagement divers	1 309 113	6 836		1 315 949
Matériel de transport	7 355	27 441		34 796
Matériel de bureau, mobilier	194 913	5 715	16 004	184 624
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	6 009 711	622 994	17 612	6 615 094
TOTAL	6 145 730	624 709	29 321	6 741 118

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autr	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau; informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	30/11/2022
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix	17 438	11 133		28 570
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES	17 438	11 133		28 570
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	8 732		8 732	
	Sur comptes clients		455		455
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	8 732	455	8 732	455
TOTAL GENERAL		26 169	11 587	8 732	29 025
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			455 11 133	8 732	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		30/11/2022	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations	287 836	287 836	
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients douteux ou litigieux	151	151	
	Autres créances clients	12 972	12 972	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	206	206	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	8 333	8 333	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	202 146	202 146	
	Charges constatées d'avances	52 356	52 356	
TOTAL DES CREANCES		564 000	564 000	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		30/11/2022	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	5 769 530	727 727	2 979 724	2 062 080
	Emprunts et dettes financières divers	268 897	268 897		
	Fournisseurs et comptes rattachés	1 347 266	1 347 266		
	Personnel et comptes rattachés	674 594	674 594		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	257 455	257 455		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	47 060	47 060		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	96 228	96 228		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 840	3 840		
	Groupe et associés	29 997	29 997		
	Autres dettes	92 559	92 559		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		8 587 427	3 545 624	2 979 724	2 062 080
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice		718 906			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)		30			

Charges à payer

30/11/2022

Total des Charges à payer		919 009
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 649
16884000 Int.cour:s/emprunt établ.crédi	1 649	
Emprunts et dettes financières divers		4 244
17180000 INT S/DETTES-RATTACH PCTG	4 244	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		103 980
40810000 Fnp Fournisseurs Rayons	46 238	
40820000 Fnp Fournisseurs frais généra	57 742	
Dettes fiscales et sociales		793 558
42820000 Dettes prov pour CP nouvelle p	77 779	
42830000 Dettes provisionnées 13ème moi	65 913	
42840000 Dettes prov.nées part. salarié	177 971	
42864000 Prime bilan au pers.à payer	178 500	
43821000 Charges soc. congés payés nouv	22 066	
43860000 Charges sociales à payer	29 368	
43860100 Charges soc à payer sur primes	75 400	
43860200 Charges soc à payer 13 ème moi	18 695	
43860300 Ch. Soc à payer forfait social	35 594	
43863000 Ch. soc à payer comité entreprise	4 585	
43864500 Charges sociales à payer cons	6 877	
43864600 Charges sociales à payer cons	6 395	
44860000 Etat-charges O payer	66	
44862100 Etat charges à payer CFE	5 136	
44862600 Etat à payer sur véh société	2 777	
44863000 Etat charges à payer taxe publ	1 842	
44865000 charges à payer cont soc solid	20 186	
44865100 Etat charges à payer TASCOT	61 890	
44869500 Etat CAP Cotisation Agefiph	2 519	
Autres dettes		15 578
46861100 C.A.P. Eau	4 388	
46861200 C.A.P. Honoraires	9 290	
46861500 C.A.P. Déplact non personnel	1 900	

Produits à recevoir

30/11/2022

Total des Produits à recevoir		73 927
Créances rattachées à des participations		1 810
26781000 Int.cour.cr.ratt.part.(groupe)	1 810	
Autres créances clients		693
41810000 Clients - Factures à établir	693	
AUTRES CREANCES		71 424
40981000 Avoirs sur achats à recevoir	10 880	
40982000 Avoirs sur fgx à recevoir	1 963	
40985600 Rist. à recevoir Centrale	40 468	
43870000 Organismes sociaux - P.A.R.	5 712	
43879100 Org.Soc.indemnités à recevoir	2 621	
46870100 P.A.R. - Remboursement assurance à recevoir	7 608	
50880200 Int courus	2 172	

Produits constatés d'avance

30/11/2022

Produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance

30/11/2022

Charges constatées d'avances		52 356
Charges constatées d'avance - Exploitation		52 356
48611200	CCA Location mat autres	8 440
48615000	C.C.A maintenance matériel	5 394
48615400	C.C.A maintenance mat.antivol	1 654
48615500	C.C.A. maintenance logiciels	4 098
48615700	CCA formations	147
48620000	C.C.A. prime assurance	2 645
48620500	CCA - Dommage ouvrages	9 118
48630000	C.C.A. Publicités	12 314
48635000	CCA abonnements téléphone	64
48635100	C.C.A. Cotisations Galec/Acdle	793
48635200	CCA - COTISATION SITE MARCHAND	1 992
48645500	C.C.A. taxe foncière	1 985
48662200	C.C.A. CVAE	3 713

Produits et Charges exceptionnels

		30/11/2022
Total des produits exceptionnels		47 617
PRODUITS EXCEPTIONNELS DE GESTION		4 373
Autres produits excep op. gest	3 333	
Produits exception exercices a	1 040	
PRODUITS EXCEPTIONNELS EN CAPITAL		43 244
Prod sur cessions d'immob fina	43 244	
Total des charges exceptionnelles		11 603
CHARGES EXCEPTIONNELLES DE GESTION		21
autres charges except opé gest	21	
CHARGES EXCEPTIONNELLES EN CAPITAL		450
VNC des immos corporelles	145	
valeurs comptables immos finan	305	
CHARGES EXCEPTIONNELLES AMORT. & PROVISIONS		11 133
dot provisions réglementées st	11 133	
Résultat exceptionnel		36 014

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	30/11/2022	Résultat avant impôts	Impôts (1)	Résultat après impôts
RESULTAT COURANT		1 492 157	423 785	1 068 372
RESULTAT EXCEPTIONNEL (et participation)		(141 957)	(38 244)	(103 713)
RESULTAT COMPTABLE		1 350 200	385 541	964 659

(1) après retraitements fiscaux.

PLOUDINER
Société par actions simplifiée au capital de 140 000 €
Siège : Lieudit « La Gare », Rue de Verdun
29870 LANNILIS
R.C.S. : BREST 403 220 221

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE EN DATE DU 26 MAI 2023

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 30 NOVEMBRE 2022

RESOLUTION PROPOSEE ET ADOPTEE A L'UNANIMITE

L'Assemblée Générale approuve la proposition de répartition des résultats qui lui a été présentée et, en conséquence, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice, savoir : 964 659.33 euros

comme suit :

- Distribution de dividendes 600 000.00 euros
- Réserves Facultatives 364 659.33 euros

TOTAL 964 659.33 euros

Le dividende sera mis en paiement à compter du 1^{er} JUILLET 2023.

Le dividende global, à répartir entre les 140 000 actions composant le capital social, est ainsi fixé à un montant arrondi de 4.29 € (QUATRE EUROS ET VINGT NEUF CENTIMES) par action.

L'Assemblée reconnaît avoir été informée que, suite à la Loi de Finances pour 2018 :

- les revenus de capitaux mobiliers, perçus par des personnes physiques à compter du 1^{ER} Janvier 2018, sont en principe soumis à un prélèvement forfaitaire unique non libératoire (PFU, également appelé « *flat tax* ») de 12,8 % pour l'impôt sur le revenu auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2 %, portant ainsi l'imposition globale à 30 % ;
- par dérogation au PFU de 12,8 %, les contribuables peuvent opter pour une imposition de leurs revenus de capitaux mobiliers au barème progressif de l'impôt sur le revenu. L'option est globale et porte sur l'ensemble des revenus entrant dans le champ d'application du PFU. Elle est exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus. En cas d'option pour le barème, l'impôt définitif sur les dividendes sera calculé après application de l'abattement de 40 % sur le montant brut prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts.

Il est précisé que les dividendes qui ont été mis en distribution au cours des trois derniers exercices ont été de :

Exercices clos le	Nombre d'actions	Dividendes éligibles à l'abattement	Dividendes non éligibles à l'abattement
30/11/2020	140 000	400 000 €	-
30/11/2021	140 000	1 050 000 €	-
30/11/2022	140 000	1 000 000 €	-

« COPIE CERTIFIEE CONFORME »

PIERRICK CHARPENTIER
PRÉSIDENT